

Restauration de l'église St. James Laboratoire de savoir-faire

Josée Descôteaux

Number 95, Winter 2002–2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/15548ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Descôteaux, J. (2002). Restauration de l'église St. James : laboratoire de savoir-faire. *Continuité*, (95), 45–47.

RESTAURATION DE L'ÉGLISE UNIE ST. JAMES

LABORATOIRE DE SAVOIR-FAIRE

par Josée Descôteaux

L'église du centre-ville montréalais porte bien en évidence les marques de son passé séculaire. En parcourant la rue Sainte-Catherine à proximité de la rue City Councillors, il faut cependant lever la tête pour apercevoir l'église Unie St. James, camouflée derrière des bâtiments commerciaux.

Ce bijou de style gothique français date de 1889. Depuis 1997, l'église est prise d'assaut par un commando de pierres et de truelles. Briqueteurs-maçons et ouvriers de la firme L.M. Sauvé Maçonnerie insufflent à l'église une nouvelle vie. « C'est un des projets montréalais les plus complexes des dernières années, signale Paul Sauvé, vice-président de L.M. Sauvé. Les murs atteignent pratiquement un mètre d'épaisseur... les pierres peuvent peser 200 livres. »

CARTE DE COMPÉTENCES OU EXPERTISE ?

L'architecte Alexander F. Dunlop, concepteur de l'église Unie St. James, serait probablement rassuré de savoir que la renaissance de son œuvre est supervisée par un architecte spécialisé en restauration d'édifices patrimoniaux. Fernando Pellicer veille à ce que la restauration respecte l'aspect d'antan de l'église. « Les gens font très bien leur travail, mais ils peuvent avoir besoin de conseils, par exemple sur la pierre utilisée à l'époque, ou encore pour trouver la solution à un problème particulier. Il faut connaître la

Pour que l'église Unie St. James de Montréal retrouve son âme et sa splendeur, travailleurs de la construction et artisans devront apprendre à partager leur savoir-faire.

Une cohabitation harmonieuse ?



façon dont l'église a été construite », explique David Hanna, président de la Table régionale de l'Île-de-Montréal pour la Fondation du patrimoine religieux du Québec. La Commission de la construction du Québec, qui a organisé une visite du chantier pour la presse en septembre dernier, parle d'ailleurs de travaux de restauration et non de rénovation, parce que l'architecture originale est respectée intégralement.

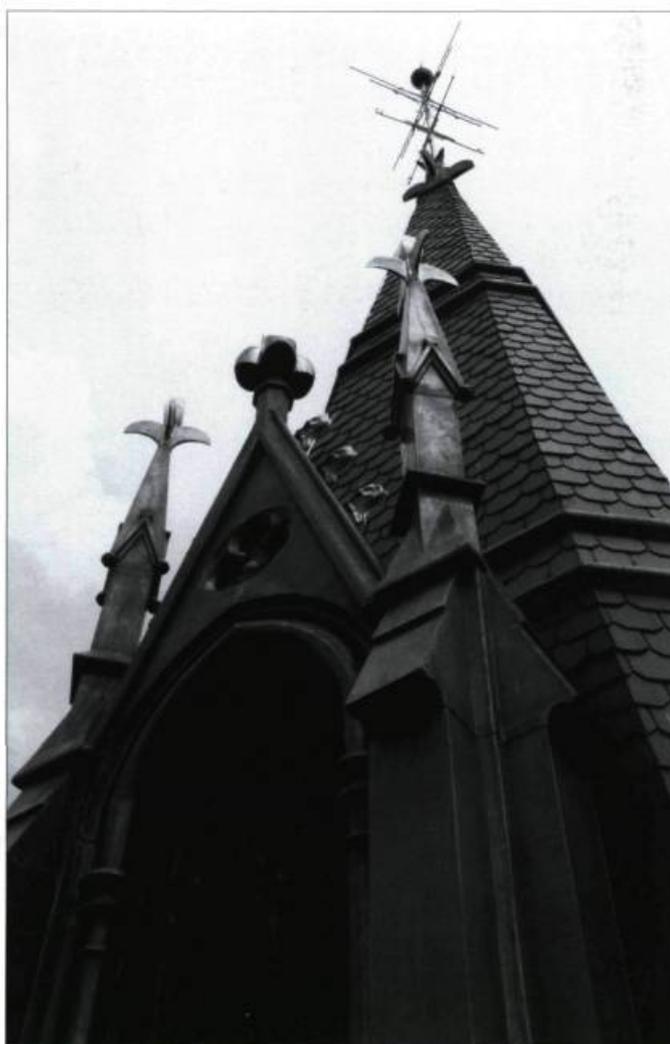
Cette décision de faire appel à un expert en construction d'époque traduit une préoccupation pour la conservation du patrimoine. Elle signifie également que l'industrie de la construction s'adapte lentement à ce nouveau défi et que les travailleurs s'ouvrent à l'idée d'acquérir de nouvelles compétences. Mais en même temps, des tensions subsistent : quelle place accorder aux artistes ou artisans « qui ne sont pas du métier » ?

Les gargouilles de l'église St. James ont été enlevées dans les années 1920. Dans un avenir proche, des tailleurs de pierre auront la tâche de les remplacer.

Photos : Fondation du patrimoine religieux du Québec



En 1926, l'église Unie St. James, située rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal, a radicalement changé d'image : l'espace environnant sa façade et ses côtés a été aménagé à des fins commerciales, rendant l'église invisible de la rue.



Classée monument historique en 1980, cette église s'apparente par sa composition architecturale aux cathédrales gothiques françaises.

« L'industrie de la construction au Québec est encore trop rigide », soutient M. Hanna, en ajoutant qu'il faudrait laisser davantage de place aux artisans spécialisés, par exemple à ceux qui restaurent des vitraux ou des boiseries. « L'industrie s'est formée dans le contexte des années 1960, le temps du béton armé, des gros bâtiments, des gros projets, explique-t-il. Aujourd'hui, le mouvement va dans le sens inverse, avec des plus petits projets, plus de rénovation que de grosses constructions. »

Les artisans de la sculpture, du vitrail, de la ferronnerie, pour n'en nommer que quelques-uns, ont quand même vu leurs compétences un peu plus reconnues avec l'adoption en décembre 2001 du projet de loi 181 les exemptant de l'application de la loi R-20.

Ces artisans et artistes peuvent désormais accéder aux chantiers de construction et de rénovation pour y effectuer les travaux relevant de leurs compétences, sans devoir faire partie d'une association syndicale de la construction.

Toutefois, l'industrie de la construction semble encore réticente à accueillir ces artisans sur ses chantiers. « La loi a clarifié leur accès, mais c'est sûr qu'il y a encore des zones

LE PRIX DU PATRIMOINE

L'église Unie St. James ne nous est pas parvenue sans qu'on y mette le prix. L'érection et la survie de ce véritable trésor du patrimoine montréalais ont été coûteuses, voire sacrificielles. En 1924, pour renflouer ses coffres presque vides, la paroisse Unie St. James s'est résignée à construire un bâtiment commercial ceinturant l'avant et les côtés de l'église. Ce faisant, elle sacrifiait la vue que les passants avaient de la façade. « Trois quarts de siècle plus tard, nous cherchons une formule de financement qui nous permettrait de faire disparaître ces commerces », indique David Hanna, président de la Table régionale de l'Île-de-Montréal pour la Fondation du patrimoine religieux du Québec. « Mais pour cela, il faut s'entendre avec la Ville. »

La Fondation a octroyé une subvention de 2,3 millions de dollars pour la réalisation des travaux en cours. Ces derniers n'épargneront pratiquement aucune partie du bâtiment. Ils pourraient durer encore cinq ou six ans et coûter plus de 15 millions de dollars, de l'argent provenant du privé, des fidèles et du gouvernement du Québec.

grises », indique André Ménard, président de la Commission de la construction du Québec, présent à la visite de presse en septembre. « Il y a parfois des heurts et c'est pour cela que nous avons formé un comité tripartite qui évalue la question », précise-t-il.

Le ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail, Jean Rochon, affirme pour sa part que la loi 181 met en place les assises qui permettront aux représentants des métiers d'art et à l'industrie de la construction de déterminer eux-mêmes les prémices de leur collaboration. « Nous avons adopté la loi; nous n'intervenons plus », ajoute le ministre.

SAUVER FLÉCHETTES ET GARGOUILLES

Même si elle se soucie de sauvegarder le style original de l'église, l'entreprise L.M. Sauvé dit ne pas avoir encore eu besoin d'artisans. « Dès, par exemple, qu'il faudra réaliser des travaux de sculpture et que nous aurons besoin de ces gens, nous leur ouvrirons la porte », indique Paul Sauvé. L.M. Sauvé est d'ailleurs susceptible de devoir tôt ou tard recourir aux compétences de ces experts de la restauration. Tantôt il pourra s'agir d'un spécialiste en réfection d'orgues, tantôt d'un expert des fresques, expertise rare au Québec. La peinture requiert aussi un savoir-faire particulier: comment, par exemple, faire disparaître la première couche de peinture sans abîmer la couche originale? Des artisans devraient aussi s'attaquer à la reconstitution des fléchettes et des gargouilles de St. James, qui avaient été coupées et jetées durant les années 1920, faute d'intérêt et d'argent pour les entretenir.

Selon David Hanna, le Québec souffre du trop petit nombre de tous ces spécialistes de la restauration de bâtiments patrimoniaux alors que le besoin de cette expertise grandit. La pénurie est palpable surtout en région.

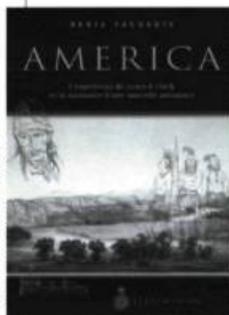
La province compte un seul lieu de formation pour les briqueteurs-maçons qui veulent se spécialiser en restauration de maçonnerie: depuis cinq ans, de 15 à 20 élèves terminent chaque année un cours de 495 heures à l'École des métiers de la construction à Montréal.

Un espoir pour la sauvegarde du patrimoine religieux? À la condition que l'industrie de la construction ouvre aussi ses portes toutes grandes aux artistes. « Au Québec, nous n'avons pas de châteaux comme en Europe. Le patrimoine religieux, ce sont nos monuments historiques... » conclut David Hanna.

■
Josée Descôteaux est journaliste indépendante.



De l'histoire au Septentrion

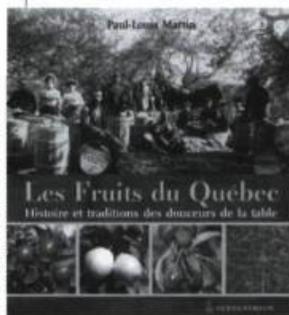


264 pages, illustré, couleurs, 30 \$

Denis Vaugois **America**

L'expédition de Lewis & Clark et la naissance d'une nouvelle puissance

D'où vient cette Amérique dont est si fier George Bush? Pourquoi États-Unis = America? Quel fut l'impact de l'expédition Lewis & Clark? Quel fut le rôle des Canadiens et des Indiens?

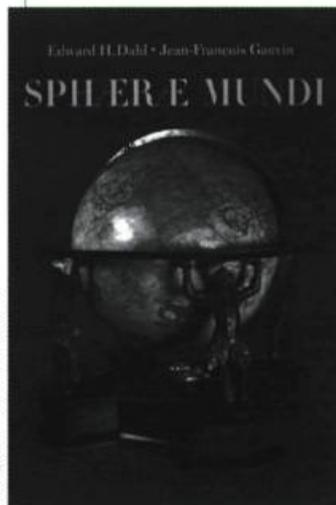


224 pages, illustré, couleurs, 34,95 \$

Paul-Louis Martin **Les Fruits du Québec**

Histoire et traditions des douceurs de la table

Ce livre nous invite à redécouvrir les saveurs anciennes et surtout à conserver un patrimoine végétal aussi original que précieux.



208 pages, illustré, couleurs, 49,95 \$

Edward H. Dahl et Jean-François Gauvin **Sphæra mundi**

À partir de la collection des globes du Musée Stewart, les auteurs offrent un survol solidement documenté de ces objets d'art et de leurs créateurs. Ils nous entraînent dans l'univers mystérieux des globes anciens, jadis sources de savoir et de pouvoir.



164 pages, illustré, couleurs, 34,95 \$

Bertrand Guay **Un siècle de symphonie à Québec**

L'Orchestre symphonique de Québec 1902-2002

Un biographie passionnante et richement documentée du plus vieil orchestre symphonique canadien.

SEPTENTRION

www.septentrion.qc.ca